

Introduction

Dans la région méditerranéenne, la question palestinienne est la plus ancienne et la plus difficile à résoudre. Elle incarne parfaitement la dynamique coloniale de peuplement qui se déroule en Palestine depuis 1897 jusqu'à aujourd'hui. Elle affecte la stabilité et la sécurité de tout le Moyen-Orient et de la zone euro-méditerranéenne par son « effet ricochet » ou « l'effet domino ». Et elle est un exemple parfait de l'asymétrie structurelle entre l'État puissant d'Israël et une population qui a été chassée de sa terre natale (1947-1949) et qui, aujourd'hui en 2025, est quotidiennement bombardée (à Gaza) ou harcelée et réprimée (en Cisjordanie). Dans un certain sens, le « conflit » israélo-palestinien est la mère de la plupart des conflits dans la région. Et comme le commente Stephen Calleya¹ : « la stabilité au Moyen-Orient et dans toute la zone euro-méditerranéenne dépend de la résolution du conflit israélo-palestinien ».

¹ Stephen CALLEYA : *Security Challenges in the Euro-Med area in the 21st century : Mare Nostrum*, Routledge, London, 2013, p. 67

Si toutes les conférences de paix, les navettes diplomatiques et tous les efforts de médiation ont lamentablement échoué à forger une solution juste et durable, c'est principalement à cause de la mauvaise compréhension des causes profondes du conflit, de sa centralité dans la région et même de son « importance mondiale », magnifiquement analysée par John Collins dans son livre *Global Palestine*². L'attaque meurtrière du Hamas du 7 octobre 2023, et la dévastation de Gaza en sont des exemples manifestes.

La question palestinienne est le sujet le plus analysé au monde. L'historien français Henry Laurence a écrit cinq volumes sur la question de la Palestine³. Les analystes palestiniens y ont largement contribué, parmi lesquels des figures exceptionnelles telles qu'Edward Said, Rashid Khalidi, Elias Sanbar, Nur Masalha et bien d'autres⁴.

J'ai moi-même écrit trois volumes sur l'Histoire de la Palestine en français, en 1977, et un autre volume sur L'Europe et Palestine : des croisades à nos jours en 1999⁵. Je n'ai donc pas l'intention de réécrire une autre histoire de la question palestinienne. Cet essai est plutôt une autre manière de la regarder, en offrant de nouvelles perspectives qui ont été peu explorées ou simplement écartées. Ces perspectives sont utiles car elles peuvent expliquer pourquoi le conflit :

2 John COLLINS : *Global Palestine*, Hurst and Company, London, 2011, 219 pp

3 Henry LAURENCE : *La Question de Palestine*, 5 volumes, Fayard, Paris.

4 Bichara KHADER : *Histoire de la Palestine*, 3 volumes, Maison Tunisienne d'Édition, Tunis, 1977

5 Bichara KHADER : *L'Europe et la Palestine, des Croisades à nos jours*, L'Harmattan, Paris, 1999, 574 pp

A commencé (le projet sioniste d'un État juif en Palestine, 1897)

S'est intensifié (la Déclaration Balfour de 1917, le Mandat britannique 1922-1948, la première Nakba palestinienne de 1947-1948 et la création d'Israël en 1948)

A débouché sur plusieurs guerres israélo-arabes : la première guerre israélo-arabe (1948-1949), la guerre de Suez de 1956, la guerre de 1967, la guerre d'octobre 1973.

A rejailli sur d'autres théâtres conflictuels : occupation du Sud Liban par Israël en 1982, la guerre Irak-Iran (1980-1989), invasion du Koweït en 1990, guerre entre Israël et le Hezbollah en 2006, puis en 2024.

A déstabilisé toute la région : guerre civile libanaise (1975-1989), bombardement israélien de la centrale nucléaire irakienne Osirak en 1981, occupation irakienne du Koweït en 1990, invasion américaine de l'Irak en 2003, destruction d'un réacteur nucléaire en Syrie en 2007, Printemps arabe depuis 2011, « Plan du Siècle » du Président Trump en 2019, et accords d'Abraham en 2020, etc.

A acquis, après le 7 octobre, une nouvelle pertinence géopolitique, bouleversant les dynamiques qui définissaient la politique régionale et devenant une question centrale dans la géopolitique mondiale.

Le 7 octobre a été une attaque horrible, avec de nombreux Israéliens tués, blessés ou kidnappés. Personnellement, je ne souscris à aucune attaque visant des civils. Mais Le 7 octobre n'est pas le début de l'Histoire : c'est le résultat d'une longue histoire de déni, de dépossession et d'humiliation du peuple palestinien. Il s'agit de l'histoire de

76 années d'immunité et d'impunité totales pour Israël. M. Jean-Louis Bourlanges, l'ex-président de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française, l'a remarquablement résumé ainsi : « l'attaque du Hamas est inexcusable, mais elle n'est pas sans cause ».

La contextualisation du 7 octobre est donc d'une importance capitale : il ne s'agit pas d'antisémitisme ni de justification de la violence, comme le prétendent Israël et ses acolytes étrangers. Il s'agit plutôt d'un révélateur : car la violence ne surgit pas « dans le vide », comme l'a pertinemment rappelé Antonio Guterres, le Secrétaire Général de l'ONU.

Le 7 octobre a brisé de nombreuses illusions, notamment que la question palestinienne ne serait pas une question centrale ou qu'Israël pourrait poursuivre son occupation impitoyable et son expansion effrénée tout en jouissant de la sécurité et de la paix.

Le 7 octobre est le résultat de la relégation de la cause palestinienne à une question périphérique dans les préoccupations des États arabes, soit parce qu'ils ont donné la priorité à leurs besoins nationaux immédiats, soit en raison de leur détestation des mouvements islamistes, comme le Hamas ou le Jihad, considérés comme proches des Frères musulmans.

Le 7 octobre est aussi le résultat de la fragmentation de la scène politique palestinienne, avec deux « entités dirigeantes » à Ramallah (l'Autorité palestinienne) et à Gaza (le Hamas).

Le 7 octobre est le résultat de l'occultation du « conflit » israélo-palestinien par les acteurs les plus influents, principalement les États-Unis et l'Europe, et de l'incohérence de la diplomatie occidentale qui a répété, pendant des décennies, le mantra du « processus de paix »

et de la « solution à deux États », tout en protégeant Israël et en pérennisant son occupation.

Le 7 octobre est le résultat de l'échec de toutes les négociations de paix et le recours systématique d'Israël à la force pour réprimer toute velléité de résistance à son occupation.

Le 7 octobre est aussi le résultat de la dérive des partis religieux et nationalistes d'extrême droite en Israël qui appellent ouvertement à l'effacement de la Palestine et au transfert de sa population.

Le 7 octobre est aussi le produit d'une radicalisation des mouvements islamistes, tels que le Hamas ou le Jihad à Gaza, qui en sont arrivés à la conclusion qu'il est vain de chercher la paix avec un Israël de plus en plus radicalisé, arrogant, et qui se voit comme un phare de civilisation « entouré de barbares ».

Espérons que le traumatisme causé en Israël par le 7 octobre et la dévastation généralisée ainsi que la souffrance extrême à Gaza serviront de réveil des consciences assoupies. La feuille de route pour la paix présentée par Josep Borrell, le Haut Représentant de l'UE, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE du 22 janvier 2024, va dans la bonne direction, car elle propose de « tenir une conférence préparatoire » et de lancer non pas un autre « processus de paix » mais un « processus de solution à deux États » qui « devrait mener à un État palestinien indépendant vivant côte à côte avec Israël ».

Je crains, toutefois, la répétition de formats éculés – conférences, groupes de travail, procrastination et négociations sans fin. La communauté internationale ne devrait pas répéter la farce du « processus d'Oslo » car la dévastation effrayante de Gaza et l'oppression quotidienne des Palestiniens de Cisjordanie exigent un

remède urgent et une solution durable. Le Commissaire de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a tiré la sonnette d'alarme : « les souffrances à Gaza et la tragédie de ses enfants tués, mutilés, orphelins, traumatisés et privés d'éducation ternissent notre humanité partagée »⁶

Si l'Occident en général et l'UE en particulier sont sérieux au sujet de la construction de la paix et la création d'un État palestinien, alors il est grand temps que le Conseil de sécurité adopte une résolution consacrant un règlement de paix basé sur la solution à deux États et que les États-Unis et tous les pays membres de l'UE rejoignent les 149 nations qui ont déjà reconnu l'État de Palestine.

Mon objectif ici n'est pas de me livrer à un débat conflictuel, dans une logique binaire à somme nulle. Mon objectif est quintuple :

1. Revenir aux racines fondamentales de la tragédie palestinienne, depuis la naissance du projet sioniste (1897) jusqu'à l'expulsion des deux tiers de la population palestinienne en 1947-1949. Cet exode forcé a été qualifié de première Nakba palestinienne, ce qui signifie catastrophe. Il a été suivi par un autre exode palestinien après la guerre de 1967. Depuis plusieurs décennies, il y a une troisième « Nakba en cours » dans les territoires palestiniens occupés avec la violence et le harcèlement des colons, le vol des terres et des ressources ainsi que les déplacements forcés. Et depuis le 8 octobre 2023, le monde entier assiste sans broncher à une quatrième Nakba télévisée dans la bande de Gaza.

6 Philippe LAZZARINI : *“The Gaza Strip : 100 days of death, destruction and displacement”*, UNRWA.org, January 13, 2024

2. Clarifier la spécificité du conflit israélo-palestinien, dont les effets négatifs se font sentir dans tout l'espace arabe et au-delà, dans ce que j'appelle « l'effet ricochet » ou « l'effet domino ».

3. Démystifier l'idée qu'Israël est exceptionnel (à cause de la Shoah), qu'il est intrinsèquement différent des autres nations, qu'il est une « villa civilisée dans une jungle de barbarie » et enfin qu'il ne peut être analysé de manière critique ou considéré comme moralement responsable.

4. Mettre en lumière la responsabilité historique de la communauté internationale, principalement les États-Unis qui protègent Israël au Conseil de Sécurité, et lui fournissent aides financières, bombes et munitions, mais aussi l'Europe⁷ dont on peut dire qu'elle a été à l'origine du sionisme (antisémitisme européen, Déclaration Balfour, Mandat Britannique, et surtout l'Holocauste etc.) et qui, jusqu'à ce jour, fait preuve d'une grande indulgence à l'égard d'Israël dont elle critique souvent, par ailleurs, la politique d'occupation, de colonisation et d'annexion.

5. Appeler à une autre voie d'action par l'Occident en général et l'Europe en particulier, en faisant appliquer rigoureusement le droit international et en mettant fin à la tragédie permanente palestinienne : c'est un devoir moral envers les Israéliens et les Palestiniens, et un devoir politique de s'engager pour une paix durable en Palestine et en Israël, dans l'intérêt de toute la région

7 Bichara KHADER : *L'Europe et la Palestine, des Croisades à nos jours*, L'Harmattan, Paris, 1999

arabe et méditerranéenne, et dans l'intérêt de la sécurité européenne et internationale.

GENÈSE DU PROJET SIONISTE ET EFFACEMENT DE LA PALESTINE

Le sionisme vu par ses victimes

Aucun analyste n'a saisi l'essence de la question palestinienne aussi clairement qu'Edward Said⁸. Pour lui, la question palestinienne est un affrontement entre une affirmation et un déni. L'affirmation a été consacrée par la Déclaration du Premier Congrès sioniste qui s'est tenu à Bâle, en Suisse, du 29 au 31 août 1897, fixant les objectifs du mouvement sioniste : « Le sionisme vise à établir pour le peuple juif un foyer public et légalement garanti en Palestine ». La réunion était présidée par Theodor Herzl (1860-1904), considéré comme le fondateur du sionisme politique, depuis la publication de son mémorandum intitulé *Judensstaat* (L'État des Juifs) en 1896.

Deux points importants méritent d'être rappelés ici. D'abord, nombreuses organisations juives aux États-Unis comme en Europe étaient opposées au sionisme soit pour des raisons religieuses ou d'opportunité, soit parce que

⁸ Stephen CALLEYA : *Security Challenges in the Euro-MED area in the Edward SAID : The Question of Palestine*, Vintage books, New York, 1979, 265 pp

le projet risquait de menacer leur intégration. En effet si le premier Congrès sioniste s'est tenu à Bâle en Suisse et non à Munich, comme c'était initialement prévu, c'est parce que l'écrasante majorité des rabbins allemands s'y étaient farouchement opposés, en qualifiant le sionisme de projet « anti-juif ». Ensuite, certains dirigeants sionistes avaient envisagé l'implantation d'un État pour les Juifs ailleurs qu'en Palestine, notamment en Ouganda. Cette alternative a été enterrée définitivement parce que l'option palestinienne était plus mobilisatrice, et du reste, plus soutenue par les évangélistes anglo-saxons qui, tout au long du XIX^e siècle, voyaient dans l'Établissement d'un État juif en Palestine, une sorte d'accomplissement des prophéties. Il est piquant de noter qu'aujourd'hui, en 2025, les soutiens les plus convaincus et les plus influents de l'État d'Israël notamment aux États-Unis, ce sont les évangélistes chrétiens.

Le sionisme a été théorisé comme une réponse à « l'antisémitisme européen », considéré par Herzl comme « une maladie incurable », mais aussi comme « un retour à la Terre promise », après XIX^e siècles d'« exil », avec pour objectif la création d'un État « exclusivement juif ». Certes, il y a eu des juifs libéraux qui avaient envisagé la solution « binationale », mais ce sont les partisans d'un État pour les juifs et rien que pour les juifs qui l'ont emporté.

Cette affirmation a été accompagnée d'un déni : le récit sioniste affirmait que la Palestine n'était pas un État indépendant, qu'il s'agissait d'une province de l'Empire ottoman ; qu'elle était habitée par une petite population de tribus sans racines, arriérées et nomades n'ayant aucune connexion à la terre. Pire, c'était un « désert vide ». Cette attitude coloniale se résume dans le slogan « Terre sans peuple, peuple sans terre ». Ce slogan a été initialement

forgé par un sioniste chrétien, Lord Shaftesbury, qui, au milieu du XIX^e siècle, fut un des premiers à soutenir le mouvement visant à établir un foyer pour les juifs en Palestine, pas par compassion pour les juifs mais pour servir de tête de pont pour défendre les intérêts de l'Empire britannique. Plus tard, vers la fin du XIX^e siècle, Israël Zangwill réutilisa le même slogan.

Ainsi, depuis la naissance de l'idée sioniste, les Palestiniens furent condamnés à l'invisibilité et leur réalité transformée en non-réalité. Obnubilés par le souci de réaliser leur rêve d'un État juif, les sionistes ont entrepris d'éliminer toute trace du « Palestinien » de leur champ de vision. Les Palestiniens deviennent la « question invisible », (the invisible question). Le dirigeant sioniste, Chaïm Weizmann (1874-1952), futur président d'Israël, le reconnaît avec beaucoup de candeur : « Si vous étudiez les publications sionistes d'avant la guerre, vous n'y trouverez quasi-pas un mot sur les Arabes »⁹.

Certes la Palestine existait, mais pour les premiers sionistes, c'était une « nature sauvage et vierge », c'était du sable et des marécages : image absolue du néant historique, de la non-identité. À cet égard, cette phrase de Bernard Rosenblatt est révélatrice : « Quand il y a un territoire virtuellement vide, le monde appelle pour sa rédemption. La Palestine dépeuplée était justement un Texas en miniature. La logique de l'Histoire requiert que les espaces vides soient remplis car la nature déteste le vide (nature abhors vacuum) »¹⁰. Au XIX^e siècle,

9 Cité par Walter LAQUEUR : *Histoire du sionisme* (traduction française), Paris, Calmann-Lévy, 1973, p. 236

10 Bernard ROSENBLATT : *The American bridge to the Israel commonwealth*, Farrar, Straus and Cudahy, N.Y. 1959, p. 123

Metternich ne disait pas autre chose : « Tout territoire situé à la périphérie de l'Europe est un territoire vide. Pas nécessairement vide d'habitants, mais culturellement vide et donc colonisable ». On peut multiplier les citations, mais ce qui est à retenir c'est le lien immédiat entre cette vision de la Palestine comme « territoire dépeuplé et vide » et comme « nature sauvage » et la non-vision de ses habitants en tant qu'ensemble social. Plus qu'une population vivante, l'espace palestinien, dans l'idéologie sioniste, était davantage une fonction : il était ce qui devait permettre le passage du Juif errant à l'Israélien sédentarisé.

Comme tous les colonisateurs européens cherchant à supplanter les peuples indigènes (dans les Amériques, Australie, Nouvelle Zélande et Canada etc.), le sionisme a décrit les Palestiniens autochtones en termes péjoratifs. Edward Said rétorque : « Peu importe à quel point ils étaient arriérés, incivilisés et silencieux, les Arabes palestiniens étaient sur la terre ».¹¹ Comme les Palestiniens constituaient la majorité des habitants (95 % en 1900), la balance démographique leur était favorable.

La capacité du mouvement sioniste et de ses soutiens coloniaux, principalement la Grande-Bretagne, a été de transformer la démographie du territoire convoité. Theodor Herzl note dans ses « journaux » : « Le processus d'expropriation et le déplacement des pauvres doivent être menés discrètement et avec circonspection »¹² pour faire de la place pour les Juifs. Ainsi, le projet de déplacement, d'expulsion et de nettoyage ethnique des Palestiniens est au cœur du rêve sioniste.

11 Edward SAID : *The Question of Palestine*, op. cit. p. 9

12 Quoted by Edward SAID : *Ibidem*, p. 13

L'éviction des Palestiniens de leurs terres et la transformation progressive de la terre palestinienne en un « État juif » ont été mises en œuvre très tôt durant le Mandat britannique en Palestine (1922-1948). En vingt-six années de présence britannique en Palestine, des vagues massives d'immigrants juifs ont modifié la démographie de la Palestine. Alors que la population juive au début des années 1900 ne dépassait pas 5 % de la population totale, elle atteignait 7 % en 1917, 18 % en 1932, 31 % en 1939 et presque 33 % en 1948. Le nettoyage ethnique de 1947-1949, surnommé la Nakba palestinienne, n'est que la première phase d'une purification ethnique consciemment voulue et planifiée, magnifiquement analysée par l'historien israélien Ilan Pappé dans son ouvrage « Le nettoyage ethnique de la Palestine »¹³.

Le premier Président israélien, Chaïm Weizmann, qualifia l'expulsion des Palestiniens de « nettoyage miraculeux de la terre ».¹⁴ Moshe Sharett, futur Premier ministre d'Israël, écrivait dès 1914 : « ... Nous ne sommes pas venus dans une terre vide pour l'hériter. Mais nous sommes venus pour conquérir le pays d'un peuple qui l'habite... ».¹⁵ Arthur Ruppin, un autre dirigeant sioniste et directeur du Bureau de la Palestine de l'Organisation Sioniste Mondiale, fut encore plus explicite : « Je ne crois pas au transfert d'un individu... Je crois au transfert de villages entiers »¹⁶. Ben Gourion (1886-1973), qui avait

13 Ilan PAPPE : *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard, Paris, 2006, 395 pp

14 Quoted by Gil GILMOUR in his forward to the book of Ghada KARMI and Eugene COTRAN : *The Palestinian exodus 1948-1949*, Garner publishing limited, Reading, 1999, p. XI

15 Quoted by Jeff HALPER : op. cit. p. 60

16 Quoted By Jeff HALPER : op. cit. p. 62

établi, en 1937, un Comité pour le Transfert de Population au sein de l'Agence juive, reconnu sans détour : « Il n'y a que peu d'endroits que nous avons pu coloniser sans être forcés d'en transférer les habitants ». A. Lulu, autre dirigeant sioniste, renchérit : « Quelqu'un dit ici que le transfert (des Palestiniens) était une provocation politique. Ce n'est pas vrai. C'est un programme logique et juste, moral et humain dans tous les sens »¹⁷. Plus tard, en 1969, Moshe Dayan avoua : « Nous sommes venus ici, dans ce pays qui était peuplé par des Arabes, et nous construisons un État juif ».¹⁸

C'est là l'essence même du colonialisme de peuplement, comme le souligne Patrick Wolfe, qui le définit par le désir de créer une société totalement nouvelle à la place, ou sur les ruines, d'une société existante : le colonialisme de peuplement « détruit pour remplacer ».¹⁹ Theodor Herzl écrivait en 1896 : « Si je souhaite substituer un nouvel édifice à un ancien, je dois démolir avant de construire »²⁰.

Cela nécessite la racialisation des indigènes – leur classification comme « autre », « inférieur », « arriéré » pour justifier l'occupation de leur terre et leur déplacement. L'idée de transférer les Palestiniens hors de leurs terres n'est donc pas née dans les têtes de Smotrich et Ben Gvir, les ministres suprémacistes du gouvernement actuel de Netanyahu. Elle est partie intégrante de l'idéologie fondatrice même du sionisme, qui a été brillamment

17 Cité par Ilan HALEVI : *Sous Israël la Palestine*, Paris, le Sycomore, 1976, p. 137-147

18 Ibid., p. XII

19 Patrick WOLFE : “*Settler colonialism and the elimination of the native*”, *Journal of Genocide Research*, 8, 4 (2006), p. 388

20 Theodor Herzl.

analysée par l'israélien Jeff Halper²¹, dans son livre « Decolonizing Israël, liberating Palestine ».

Malgré les évidences flagrantes du colonialisme de peuplement et de dépossession, aucun sioniste ne caractériserait le sionisme comme un mouvement colonial²². Pour les sionistes convaincus, le sionisme est « une libération nationale », un « retour dans une patrie donnée par Dieu ». Leur installation sur la terre est « morale » et le nettoyage ethnique des Palestiniens est une « nécessité » pour faire de la place aux « rapatriés » juifs, « revenant » après un exil de dix-neuf siècles, pour revendiquer leur « pays natal ». Pour les sionistes, les Juifs sont les « natifs » ayant des droits éternels, et les Palestiniens sont les « intrus » n'ayant aucun lien avec la terre, ce qui amène Jacques Pous à faire cette remarque incisive : « Tous les colons de l'Histoire – et il y en a eu beaucoup – savaient qu'ils allaient chez l'Autre, le colon sioniste, lui, proclame qu'il retourne chez lui »²³, après une absence de dix-neuf siècles.

Cette vision mythique conduit à un travestissement de l'Histoire, car elle ne considère de l'histoire de la Palestine que les tranches qui correspondent à son occupation partielle par les Hébreux (temps bibliques) ou à sa transformation par le sionisme. Dix-neuf siècles sont donc gommés : ils correspondent au néant historique, à une non-histoire. Cette mythologie israélienne populaire a été démystifiée par des historiens israéliens, parmi lesquels

21 Jeff HALPER : *Decolonizing Israel, Liberating Palestine*, Pluto Press, London, 2021

22 Jeff HALPER : *Decolonizing Israel, liberating Palestine*, Pluto Press, London, 2021, p. 66

23 Jacques POUS : *Palestine, 1917-1949, Figures d'un colonialisme de remplacement*, L'Harmattan, Paris, 2023, p. 130

Shlomo Sand, dans ses livres *L'Invention du peuple juif*²⁴ et *L'Invention de la terre d'Israël*.²⁵

De ce qui précède, il ressort que le sionisme de peuplement est pire que l'apartheid d'Afrique du Sud : celui-ci était fondé sur la ségrégation et l'exploitation. Le sionisme est fondé sur la dépossession : il s'agissait d'acquérir non pas des terres ou d'exploiter la population locale, mais d'acquérir un territoire national, vidé de ses habitants autochtones. En ceci, la dynamique coloniale en Palestine apparaît comme la reproduction miniaturisée de la dynamique coloniale au Canada, en Australie et surtout en Amérique du Nord. C'est l'une des raisons qui expliquent la collusion actuelle entre Israël et les États-Unis. Comme les colons américains qui massacraient les Indiens et les accusaient d'être « violents », et « barbares », les colons israéliens utilisent les mêmes qualificatifs dégradants à l'encontre des Palestiniens : ils sont terroristes, agresseurs, violents, barbares, bandits et ne comprennent que la force. A contrario, Les Israéliens se décrivent comme démocrates et civilisés, en somme « une villa dans la jungle ». Herzl écrivait : « un rempart de civilisation contre la barbarie ». Netanyahu et ses ministres ne disent pas autre chose, aujourd'hui, présentant Israël comme un pays « pacifique », entouré d'ennemis, animés d'une haine féroce, et d'un antisémitisme incurable, qui veulent jeter les Juifs à la mer, ou les exterminer, et que, par conséquent, Israël n'a pas d'autre choix que d'être condamné, à contrecœur, à « combattre pour sa survie », jusqu'à la victoire totale.

24 Shlomo SAND : *The Invention of the Jewish People*, Verso Books, London, 2009

25 Shlomo SAND : *The Invention of the Land of Israel*, Verso Books, London, 2012

Tous les amis et alliés d'Israël devraient relire cette réflexion de Ben Gourion qui est pourtant le promoteur du transfert des Palestiniens : « Si j'étais, moi, un leader arabe, jamais je ne signerais avec Israël. C'est normal : nous avons pris leur pays. Certes Dieu nous l'a promis, mais en quoi cela peut-il les intéresser ? Notre Dieu n'est pas le leur. Nous sommes originaires d'Israël, c'est vrai, mais, il y a de cela deux mille ans : en quoi cela les concerne-t-il ? Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une chose : nous sommes venus et nous avons volé leur pays. Pourquoi l'accepteraient-ils ? Ils oublieront peut-être dans une ou deux générations, mais pour l'instant, il n'y a aucune chance. Alors, c'est simple, nous devons rester forts, avec une armée puissante. Toute la politique est là. Autrement les Arabes nous détruiront »²⁶. C'est Nahum Goldmann (1895-1982) ancien Président du Congrès Juif mondial, qui rapporte ces propos tenus lors d'une conversation avec Ben Gourion. Il est surprenant que ce soit celui qui a proclamé l'indépendance d'Israël qui « offre aux Palestiniens le meilleur argumentaire » contre le projet sioniste, écrit Jacques Pous.

La Déclaration Balfour de 1917 et le Mandat britannique (1922-1948)

À l'aube du xx^e siècle, le projet sioniste prend son envol : il avait une figure de proue, Theodor Herzl, une organisation (le Congrès sioniste mondial), et un projet (un État juif en Palestine). Il avait besoin du

26 Nahum GOLDMANN : *Le paradoxe juif*, Stock, Paris, pp. 121-122

soutien d'une grande puissance. Avant sa mort en 1904, Herzl rencontra l'Empereur allemand Guillaume II à Constantinople le 18 octobre 1898, Joseph Chamberlain, le ministre britannique des Colonies, le 22 octobre 1902, Victor Emmanuel III, roi d'Italie (23 janvier 1904), et même le pape Pie X, le 26 janvier 1904, sollicitant leur aide et leur soutien, sans succès.²⁷

La Première Guerre mondiale offrit une opportunité en or au mouvement sioniste. Dès janvier 1917, le dirigeant sioniste, Chaïm Weizmann, avait soumis à Mark Sykes, un mémorandum intitulé « Grandes lignes d'un programme pour le retour des Juifs en Palestine conformément aux aspirations du mouvement sioniste ». Dans un autre mémorandum, daté du 18 juillet 1917, que Lord Rothschild envoya au gouvernement britannique, il conseilla : « la Palestine devrait être rétablie comme le foyer national pour le peuple juif ».

En réponse aux demandes sionistes, le 2 novembre 1917, le gouvernement britannique émit sa célèbre Déclaration Balfour, sous forme de lettre du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Arthur Balfour, adressée à Lord Lionel Walter Rothschild. Le deuxième paragraphe de la lettre est révélateur : « Le gouvernement de Sa Majesté voit favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et mettra tout en œuvre pour faciliter la réalisation de cet objectif, à condition qu'il soit bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine... ».

27 Bichara KHADER : *L'Europe et la Palestine, des Croisades à nos jours*, L'Harmattan, Paris, 1999, pp. 91-92